

PRIORITÉ à la jeunesse ?

Lors de sa campagne

présidentielle, François Hollande s'était engagé à ce que « les jeunes vivent mieux en 2017 qu'en 2012 ». Une promesse forte qui risque cependant de ne pas être tenue. A deux ans de l'échéance, la tâche reste immense, comme en témoigne, parmi d'autres indicateurs, le taux de chômage toujours très élevé des actifs de moins de 25 ans.

Les chiffres publiés par l'Insee ne sont malheureusement pas tous assez récents pour dresser un bilan en bonne et due forme de la politique du gouvernement. Ils permettent tout de même de confronter quelques réalités aux orientations prises par l'exécutif. Ce qui frappe, à la lecture de ces données, c'est que les jeunes sont loin d'être sur un pied d'égalité. L'essentiel des difficultés se concentre sur les moins diplômés. Ce sont eux qui pointent en masse à Pôle emploi, qui enchaînent les petits boulots précaires ou qui vivent encore au crochet de leurs parents. Et la crise a creusé un peu plus l'écart avec leurs congénères qui ont suivi des études supérieures.

Face à cela, un certain nombre de mesures vont dans le bon sens, et en premier lieu les emplois d'avenir, ciblés sur les jeunes les plus éloignés de l'emploi. Mais on continue d'empiler les dispositifs, et l'accès à l'autonomie des jeunes, via des bons de formation universels comme au Danemark, par exemple, ne progresse pas. Même si l'extension – sous condition – de la future prime d'activité aux moins de 25 ans va dans le bon sens, les pouvoirs publics continuent pour l'essentiel à vouloir aider les familles à épauler leurs enfants, au lieu de soutenir directement les jeunes. La révolution des politiques de jeunesse n'a pas encore eu lieu. ■ L.J.

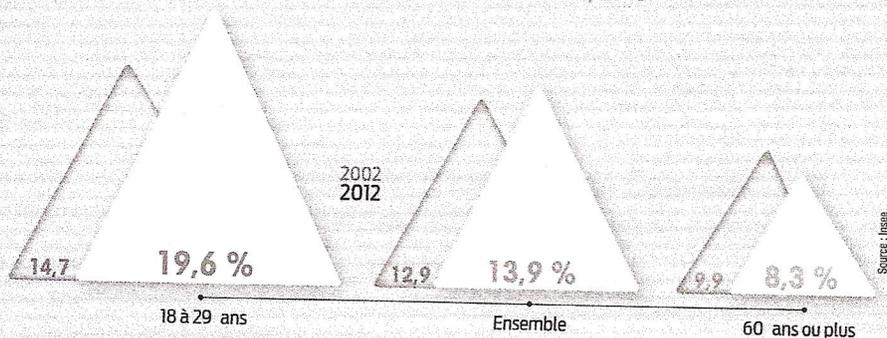
UN PAUVRE SUR DEUX A MOINS DE 30 ANS

Nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté (à 60 % du niveau de vie médian)



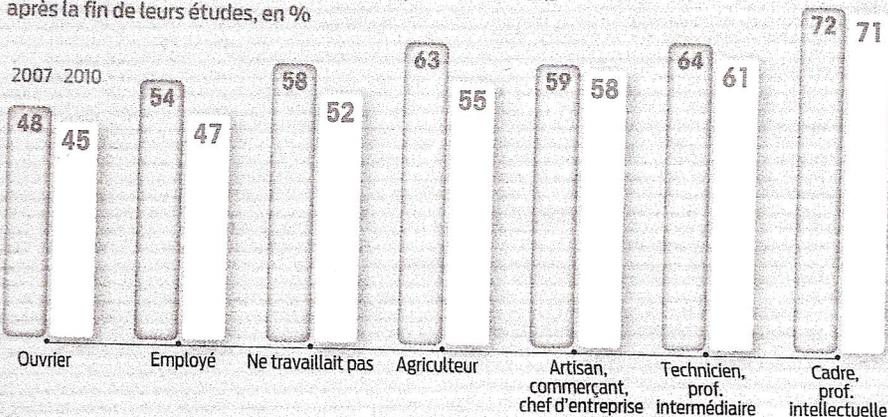
UNE SITUATION QUI SE DÉGRADE

Taux de pauvreté au seuil de 60 % du niveau de vie médian, en %



UNE AUTONOMIE CONTRARIÉE PAR LA CRISE

Part de jeunes qui ne vivent plus chez leurs parents trois ans après la fin de leurs études, en %



La crise complique le départ du nid parental. 54 % seulement des jeunes sortis du système éducatif en 2007 n'habitent plus chez leurs parents en 2010, contre 58 % trois ans plus tôt. Les jeunes issus de milieux défavorisés vivent plus souvent que les autres encore chez leurs parents. Notamment bien sûr, parce qu'ils arrêtent leurs études plus tôt. Mais cela n'explique pas tout : à âge et diplôme donnés, les enfants d'agriculteurs ont 38 % moins de chances que ceux des cadres de ne plus vivre chez leurs parents, les enfants d'employés 40 % et ceux d'ouvriers 32 %.